

Initiatives parlementaires

ration et au rejet des eaux usées domestiques et industrielles, qui porteraient notamment sur des méthodes de rechange permettant l'élimination terrestre de ces eaux.

—Madame la Présidente, imaginez un instant que vous êtes en vacances au Québec et que vous faites une promenade sur le bord du fleuve Saint-Laurent. Vous admirez la beauté du paysage automnal qui commence et éprouvez le plaisir d'être seule dans la nature. Tout d'un coup, vous voyez s'approcher pas moins de 15 000 camions de déchets. Évidemment, vous vous demandez ce que vient faire ce convoi, puis vous êtes horrifiée en constatant que chaque camion, rendu sur le bord du fleuve, y déverse son sale contenu dans les eaux tourbillonnantes. Naturellement, en personne sensée, vous êtes outrée. Vous vous précipitez chez les responsables publics pour les avertir de cette horreur environnementale et vous en ressortez encore plus choquée, car on vous répond poliment qu'il n'y a rien là d'inhabituel, que cela se fait tous les jours.

Ridicule, dites-vous? Bien au contraire, ma foi, car même si les choses ne se passent pas aussi ouvertement, le fait est que ces 15 000 camions d'ordures transportent l'équivalent de 500 millions de litres d'eaux usées non traitées et de 50 tonnes métriques d'eaux-vannes non traitées, qui sont déversées quotidiennement dans le fleuve Saint-Laurent. C'est le genre de dégradation de l'environnement qui se fait tous les jours d'un bout à l'autre de notre pays, une pollution qui se produit parce que, de Victoria à St. John's, nos villes et municipalités canadiennes se débattent avec des systèmes désuets et insuffisants d'épuration des eaux usées et de gestion des déchets.

Il y a quelque temps, des villes situées le long de la rivière des Outaouais ont dû interdire la baignade à certaines plages parce que, en raison des fortes pluies, les installations municipales de traitement des eaux-vannes étaient débordées. Dans l'Ouest, où six usines de pâtes et papiers déversent chaque année quelque 32 000 tonnes de déchets toxiques dans le fleuve Fraser, des organisations environnementales ont qualifié ce fleuve de plus gros égout à ciel ouvert de la Colombie-Britannique. Et à certains endroits, tel Newcastle, au Nouveau-Brunswick, la pollution graduelle de la nappe souterraine par suite de déversements industriels a tellement contaminé l'approvisionnement de la ville en eau que ses habitants doivent se rabattre sur l'eau embouteillée qui leur est livrée par camion au coût approximatif de 32 000 \$ par semaine.

Notre eau présente des risques. L'eau de nos lacs et de nos réseaux hydrographiques, où vivent poissons et faune

diverse, est polluée au point d'être dangereuse pour les Canadiens qui doivent en consommer. Il existe un danger que nous, Canadiens, commençons seulement à percevoir. En dépit des assurances qu'on leur donne, beaucoup de Canadiens ne croient plus que l'eau du robinet est sûre à boire au Canada. Si l'on en juge par les résultats d'un sondage Gallup publiés en octobre dernier, quelque 95 p. 100 des Canadiens doutent de la qualité de leur eau potable, eau qui doit souvent être longuement traitée pour être épurée de tout contaminant avant d'être propre à la consommation. Nous avons en fait commis des imprudences. Nous n'avons pas su gérer judicieusement une ressource inestimable de notre pays, une ressource que nous avons tenue pour acquise, parce que que tout le monde, y compris nos envieux voisins du sud, pensent que le Canada possède des masses d'eau. Mais est-ce vrai? Bien que le Canada possède près de 20 p. 100 des réserves d'eau douce du monde entier, nous ne pouvons en utiliser que 9 p. 100. Le reste, l'eau fossile, est un vestige de la dernière période glaciaire, et 9 p. 100 de ces ressources sont menacées.

• (1720)

Par ailleurs, plus de 60 p. 100 de nos cours d'eau coulent vers le nord où ne vit que 10 p. 100 de la population du Canada. D'importantes parties de la population dans les Prairies et la zone sèche de l'intérieur de la Colombie-Britannique connaissent une pénurie d'eau chronique et dépendent des eaux phréatiques qui deviennent de plus en plus contaminées.

Les Canadiens ont, surtout par ignorance, dilapidé leurs ressources en eau. Ils arrivent au deuxième rang des consommateurs d'eau douce du monde entier. Nous gaspillons près de 4 100 litres d'eau par jour pour chaque homme, femme et enfant de ce pays. Pendant trop longtemps, l'eau au Canada a été considérée comme un produit gratuit dont la conservation n'était pas encouragée. On estime qu'il faut près de 5 000 litres d'eau pour servir un repas dans un restaurant. Le Canadien moyen utilise près de 500 litres d'eau par jour, bien qu'il n'en ait biologiquement besoin que d'environ un ou deux litres par jour. Pensez-y. Il faut plus de 10 000 litres d'eau pour produire une demi-livre de boeuf. Compte tenu de l'évaporation de l'eau d'irrigation, il faut quelque 1 500 litres d'eau douce par jour pour nourrir un seul pommier croissant dans la vallée de l'Okanagan.

Nous voyons partout des preuves de la surexploitation de nos ressources en eau douce. Des experts nous avertissent depuis des années. Nous devons freiner le gaspillage de nos ressources en eau douce, élaborer les méthodes appropriées pour recycler nos eaux usées et réduire le